

Burundi : les cas de torture et de détention illégale en hausse, prévient l'ONU

UN News Centre, 18 avril 2016 Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a mis en garde lundi contre « une forte augmentation du recours à la torture et aux mauvais traitements au Burundi » et exprimé sa préoccupation face à des informations inquiétantes sur des lieux de détention illégaux à Bujumbura et en dehors de la capitale.

« Depuis le début de l'année, mon équipe a enregistré au moins 345 nouveaux cas de torture et mauvais traitements. Ces chiffres choquants indiquent clairement le recours généralisé et grandissant à la torture et aux mauvais traitements par les forces de sécurité gouvernementales », a déclaré M. Zeid dans un communiqué de presse. Au total, quelque 595 personnes ont été victimes de torture ou de mauvais traitements depuis avril 2015, un chiffre qui est probablement une sous-estimation. Selon le Haut-Commissaire, la torture et les mauvais traitements ont principalement lieu au moment de l'arrestation, lors de l'arrivée dans le lieu de détention ou pendant la détention elle-même, notamment dans les locaux du Service national de renseignements (SNR), de la police et, dans une moindre mesure, de l'armée. Les auteurs de ces tortures et mauvais traitements ont, jusqu'à présent, bénéficié d'une impunité totale. « Beaucoup de détenus rencontrés par nos équipes au cours des dernières semaines présentaient des blessures encore fraîches. Certains étaient incapables de marcher sans assistance, après avoir été battus avec des ceintures, des barres en fer et des objets pointus, ou brûlés. Je suis profondément troublé par ces terribles récits et j'appelle le gouvernement burundais, dans les termes les plus forts, à mettre immédiatement un terme à ces pratiques inacceptables et illégales », a ajouté M. Zeid. La plupart des détenus torturés ou maltraités ont dit s'être vu refuser l'accès à des soins médicaux. Certains ont déclaré que les services de renseignements les avaient cachés dans les toilettes pendant plusieurs jours pour que les blessures résultant des tortures endurées guérissent avant le retour en cellule avec d'autres détenus. Lors d'une visite par une équipe du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) dans les locaux du SNR à Bujumbura la semaine passée, 30 des 67 personnes détenues présentaient des signes de torture physique. De nombreuses irrégularités ont aussi été relevées lors de cette visite, y compris le maintien en détention de 25 détenus au-delà du régime réglementaire prescrit. De plus, bien que tous les détenus aient été arrêtés pour des délits mineurs, les accusations mentionnées dans le registre du SNR à l'égard de nombre d'entre eux concernaient des infractions beaucoup plus graves, dont celle d'atteinte à la sécurité de l'Etat, possession illégale d'armes et espionnage. Plusieurs cas de mauvais traitements et de torture ont aussi été signalés dans des postes de police, en particulier ceux situés dans les quartiers de Citiboke et Musaga, à Bujumbura, et dans le camp militaire de Mutakura. Le Haut-Commissaire a noté que l'utilisation de la torture et des mauvais traitements était aussi répandue en dehors de la capitale, mentionnant le cas de deux hommes ayant déclaré avoir été arrêtés fin mars par des agents du SNR dans la province de Nkamba. Ils ont dit avoir été gravement battus et jetés à plusieurs reprises dans le lac Tanganyika, les mains attachées dans le dos, afin de leur faire avouer des crimes. « Je reconnais les efforts consentis par le gouvernement, qui a relâché au moins 45 manifestants suite à la visite du Secrétaire général. Toutefois, en plus des rapports sur la torture et les mauvais traitements dans les lieux de détention officiels, je suis profondément préoccupé par des informations sur l'existence de lieux de détention secrets à travers le pays », a dit le Haut-Commissaire. Un homme arrêté fin mars par des hommes armés non identifiés a dit avoir été emmené, les yeux bandés, dans un bâtiment en construction situé dans un lieu inconnu, où neuf autres personnes étaient détenues. La victime a dit avoir assisté à l'exécution de deux d'entre elles avant de parvenir à s'enfuir. Des informations ont aussi été reçues concernant un autre lieu de détention illégal, qui aurait été établi par la police avec l'aide de la milice Imbonerakure, à Ngozi, une ville située dans le nord du pays. Le Haut-Commissaire a dit avoir également reçu « des informations persistantes sur des arrestations, tortures, mauvais traitements, disparitions forcées et assassinats de certains membres de la police et de l'armée par d'autres membres des forces gouvernementales ». Les membres et officiers des anciennes Forces Armées Burundaises, aussi connues sous le nom d'ex-FAB et à prédominance tutsie, semblent être particulièrement pris pour cible, y compris des soldats à la retraite. Beaucoup de soldats interviewés par le Haut-Commissariat au cours de leur détention ont dit qu'ils avaient été torturés ou maltraités pour les forcer à avouer leur soutien à des groupes rebelles ou à fournir le nom d'autres personnes soupçonnées de soutenir ces groupes. Des soldats détenus dans les locaux du SNR ont déclaré avoir été les témoins du meurtre de plusieurs de leurs collègues. Le 10 avril 2016, le corps d'un soldat des ex-FAB qui avait été arrêté la veille par la police, a été retrouvé à Gesenyi, près de Citiboke. Au moins cinq soldats auraient aussi disparu suite à leur arrestation par des forces de police ou par l'armée au cours des dernières semaines. Zeid Ra'ad Al Hussein a, par ailleurs, déploré la hausse du nombre d'attaques menées par des hommes armés non identifiés. Au moins 30 attaques ont eu lieu à Bujumbura et dans plusieurs provinces au cours du mois de mars, tuant un civil et quatre soldats. Environ cinq civils auraient aussi été tués lors d'une attaque par des forces rebelles près de la frontière tanzanienne le 11 avril dernier. Le Haut-Commissaire a aussi condamné la prise pour cible de membres du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, y compris l'assassinat d'un fonctionnaire local et membre du CNDD-FDD qui a été tué par balles par des hommes armés non identifiés le 13 avril à son domicile, dans la ville de Kajaga, dans la province de Bujumbura Mairie.